

Rapport d'activité



Pour
une autre
PAC



2021

SOMMAIRE

Rapport moral du président	3
Les temps forts de la réforme de la PAC en 2021	4
Notre engagement au niveau européen	5
Notre contribution aux débats sur le Plan Stratégique National	10
Campagnes et communication	11
Publications et étude	19
Notre implication au niveau régional	23
Nos chantiers internes	27
Notre plateforme inter-organisation	31
Nos finances	33

Rapport moral du président

Réforme de la PAC, l'ambition perdue ?

Tel était le titre d'une publication de Pour une autre PAC parue il y a un an. Nous le savons désormais, le point d'interrogation peut être supprimé. Pour la PAC 2023-2027, la France a choisi l'application quasi généralisée du niveau minimum permis par le cadre européen. Il est d'ailleurs certain que cette réforme ne mettra pas l'agriculture française dans une trajectoire permettant d'atteindre les objectifs européens fixés par le Pacte Vert. Nous l'avons dit clairement : cette réforme a minima sera un véritable frein à notre capacité à relever les défis de la décennie à venir en matière agricole et alimentaire. Même si notre action a probablement permis d'éviter le pire, nous ne pouvons nous satisfaire du fait que le statu quo ait prévalu sur une réforme ambitieuse et cohérente.

Pourtant, nous pouvons être fier de nos actions, qui ont été multiples, qui ont exploré divers registres, à différents niveaux. Sur le plan national, nous avons su mobiliser les citoyens sur ce sujet un peu abscond mais pourtant tellement structurant qu'est la PAC,

grâce à un travail de vulgarisation, d'enquêtes sur les dérives de la PAC, de présence régulière dans les médias, etc. Autre succès : notre expertise a encore été renforcée et est dorénavant bien reconnue, à la fois par nos organisations membres et par les diverses parties prenantes. Au niveau européen, Pour une autre PAC a souvent été à l'initiative – ou tout au moins largement investie – dans divers projets et campagnes.

Malgré une forte déception quant aux arbitrages finaux, notre ambitieux pari de rassembler et faire avancer ensemble plus de quarante organisations est clairement un succès : des habitudes de travail ont été prises, la confiance commune est montée d'un cran... La preuve ? Les organisations membres en redemandent et souhaitent élargir et amplifier le travail commun sur un grand nombre de sujets agricoles et alimentaires ! Poursuivons donc cette belle dynamique, les défis sont toujours plus nombreux et nos forces rassemblées ne seront pas de trop pour les relever !

Mathieu Courgeau, paysan en Vendée



Les temps forts de la réforme de la PAC en 2021



■ Notre implication au niveau européen



1. Participation à la EU Food Policy Coalition et à un groupe d'échanges entre coalitions nationales

Pour une autre PAC est membre de la EU Food Policy Coalition qui rassemble, au niveau européen, 57 organisations de la chaîne agro-alimentaire, de santé publique, de consommateurs, de défense de l'environnement, de bien-être animal, de développement international, etc. Parmi elles figurent une poignée de plateformes nationales, dont la nôtre. Pour une autre PAC a participé aux deux AG annuelles de la EU Food Policy Coalition, ainsi qu'à deux demi-journées d'atelier de stratégie collective.



En parallèle, Pour une autre PAC est également active au sein d'un groupe d'échange entre coalitions nationales sur la préparation des Plans Stratégiques Nationaux (PSN) élaborés par chaque État membre pour la réforme de la PAC. Une douzaine de coalitions nationales environ participe régulièrement à ce groupe, qui s'est réuni dix fois au cours de l'année 2021. Il a ainsi permis de suivre et de comparer le calendrier et la méthodologie adoptés par chaque État dans la préparation de son PSN. La coanimation du groupe est assurée par ARC2020 et Good Food Good Farming, tandis que Pour une autre PAC y siège avec un statut de conseiller. À cet égard, nous y partageons notre expérience de partie prenante consultée par le gouvernement français et notre expertise sur l'interprétation des règlements européens encadrant la prochaine PAC.



2. Décryptage de l'actualité des négociations européennes pour le public français

En France, l'actualité politique européenne est peu couverte par la presse et paraît souvent obscure à nos concitoyens. La PAC ne fait pas exception à ce constat, d'autant qu'elle constitue un dossier particulièrement technique et complexe. Dans ce contexte, Pour une autre PAC s'est donnée pour mission de contribuer à la vulgarisation d'un processus de négociation politique à échelle européenne et de décrypter le contenu de la réforme de la PAC telle qu'adoptée par les institutions de l'Union européenne.

À titre d'illustration, Pour une autre PAC a publié en juillet sur son site internet une série de trois articles qui décortiquent les conclusions de la négociation de la réforme de la PAC : « La prochaine PAC sera-t-elle verte ? », « La prochaine PAC sera-t-elle juste ? », « La prochaine PAC sera-t-elle cohérente avec les autres politiques publiques de l'Union européenne ? ». Nous avons également publié une page de description du processus des négociations en Conseil et au Parlement européen, puis sur celui des trilogues entre ces derniers et la Commission européenne, contribuant à faciliter l'appropriation par le grand public du fonctionnement des institutions de l'UE.

La prochaine PAC sera-t-elle cohérente avec les autres politiques publiques de l'Union européenne ?

La Politique Agricole Commune est une politique essentiellement orientée vers la production agricole. La question de sa mise en cohérence avec d'autres politiques sectorielles ou transversales de l'Union européenne est récurrente, notamment sur le plan de l'alimentation et de la santé, mais également la réglementation sur le bien-être animal ou encore le développement des pays du Sud. Parmi les trois règlements régissant la PAC, ceux sur les plans stratégique et sur l'Organisation Commune des Marchés contiennent des dispositions qu'il conviendrait de réformer aux regards des autres politiques portées par l'UE.

Dans quelle mesure l'accord européen aligne-t-il la future PAC sur les autres politiques publiques de l'Union européenne liées à l'agriculture et l'alimentation ?

- La stratégie Farm to Fork et les enjeux alimentaires et de santé publique
- Développement des pays du Sud : des progrès dans le règlement sur l'Organisation Commune des Marchés et dans les soutiens aux protéines végétales
- Bien-être animal : la PAC en décalage avec les avancées de la réglementation européenne à venir

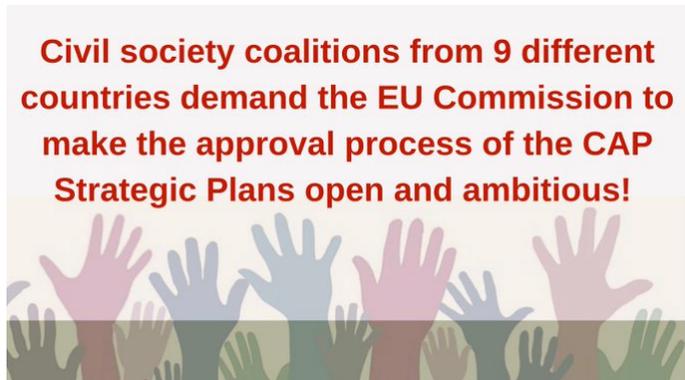
[Article complet ici](#)

3. Lettres ouvertes à la Commission européenne

En 2021, Pour une autre PAC a co-signé trois lettres ouvertes adressées à la Commission européenne. La première, en mars, a été initiée par la EU Food Policy Coalition et appelait à une ambition forte dans les négociations en trilogues pour une PAC verte et juste. La deuxième et la troisième ont été quant à elles initiées par Pour une autre PAC, qui en a rédigé la version martyre et a coordonné la prise en compte des demandes de modification et la collecte des signatures d'autres organisations européennes (plateformes nationales ou têtes de réseau bruxelloises). Publiée le 1er septembre, la première de ces deux lettres avait pour objet de demander à la Commission européenne de rendre

le processus d'approbation des plans stratégiques nationaux PAC transparent et ambitieux. Elle a reçu une réponse de la Commission fin octobre, suite à quoi une deuxième lettre ouverte, prenant la forme de réponse à la réponse de la Commission, a été rédigée et envoyée début décembre.

Dans cette dernière lettre ouverte, alors que la Commission se trouvait en pleine période de négociations informelles avec les États membres en train de finaliser leurs plans stratégiques nationaux respectifs, notre demande portait sur un engagement de la Commission à élever le niveau d'ambition des projets de PSN.



4. Campagne pan-européenne "This is not our CAP!"

C'est justement au cours de cette même période de négociations informelles des projets de plans stratégiques nationaux entre la Commission européenne et les États membres que Pour une autre PAC a initié et coordonné une campagne pan-européenne baptisée « this is not our CAP ! » (cette PAC n'est pas la nôtre). Cette campagne a rassemblé neuf plateformes nationales différentes : Belgique (Wallonie et Flandres), Italie, Autriche, Bulgarie, Espagne, Pologne, Irlande, France. Elle reposait sur : une vidéo d'appel à mobilisation, un site internet (thisisnotourCAP.eu) disponible en plusieurs langues avec un outil intégré d'interpellation de la Commission européenne sur Twitter, Facebook et Instagram, ainsi que des visuels mettant en scène trois grandes critiques sur les projets de PSN de

chaque État membre représenté par une plateforme nationale dans cette campagne.

Cette campagne a été remarquée par le commissaire européen à l'agriculture qui lui a publiquement répondu par un tweet.



■ Notre contribution aux débats sur le Plan Stratégique National



CAMPAGNES ET COMMUNICATION

1. La campagne BASTA

Lancée en janvier 2021, la campagne BASTA a été filée au travers de cinq phases successives jusqu'à l'été afin de suivre le calendrier des négociations du PSN français. L'acronyme BASTA emprunte le concept des « GAFAM » composé sur la base de la première lettre de cinq géants du numérique et désigne ainsi cinq grandes entreprises françaises de l'agro-alimentaire, à savoir Bigard, Avril, Savéol, Tereos et Agrial. Ces derniers incarnent le modèle agro-industriel, rendu possible non pas par sa rentabilité pour tous les acteurs du système, mais par le fait qu'il est largement subventionné par la PAC. En un mot, la campagne BASTA visait à dénoncer « les profiteurs de la PAC », un système de politique publique construit au service de l'intérêt économique d'une minorité d'acteurs et au détriment de l'intérêt de la majorité des acteurs de la chaîne agro-alimentaire, aux premiers rangs desquels les citoyens et les mangeurs, et plus globalement, de l'intérêt général.

Ce message a été décliné au travers de différents angles et différents univers visuels :

mi-janvier à mi-février

PHASE 1

Dénonciation des « profiteurs » de la PAC

- Publication d'un rapport argumenté
- Lancement du site de campagne basta
- Diffusion de sept vidéos de campagne dont une vue plus de 156 000 fois sur Facebook
- Une conférence de presse ayant attiré plus de vingt medias



mi-février à début mars

PHASE 2

« Réveillons le Robin des champs qui sommeille en notre ministre »

- Organisation d'une table-ronde en ligne réunissant divers experts sur la PAC, suivie par plus de 200 personnes en direct
- Une vidéo appelant le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation à faire pencher la balance du futur PSN du côté de l'intérêt général plutôt que de celui de l'agro-industrie
- Une action « boîte aux lettres » organisées par les groupes locaux de nos organisations membres
- 4 vidéos-portraits de paysans partageant leur lien à la PAC et leurs attentes pour sa réforme



Réveillons le Robin des Champs qui sommeille en notre ministre !

Faisons peser les citoyens et paysans dans la balance :

basta.pouruneautrepac.fr



début mars à mi- avril

PHASE 3

« Faisons entendre la voix des paysans et citoyens réunis »

- Publication d'une tribune co-signée par toutes les organisations membres de Pour une autre PAC dans le journal *Libération*
- Réaction publique à la mobilisation organisée par la profession agricole majoritaire visant à minorer l'ambition environnementale et redistributive de la prochaine PAC
- Vidéo de 4 paysans appelant les citoyens à interpeller le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- Action banderole devant le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

UNE MINORITÉ DE PAYSANS, CEUX EN GRANDES CULTURES VEULENT :	LA MAJORITÉ DES PAYSANS ET DES CITOYENS VEULENT :
 UNE PAC DE L'HECTARE VS  UNE PAC DE L'HUMAIN	
FERMES TOUJOURS PLUS GRANDES 	 PAYSAN-NES NOMBREUX-SES
EXPORTATIONS 	 TERRITOIRES VIVANTS
PESTICIDES ET ENGRAIS CHIMIQUES 	 SYSTÈMES AGRO-ÉCOLOGIQUES
#citoyensETpaysans	



mi-mai à début juin

PHASE 4

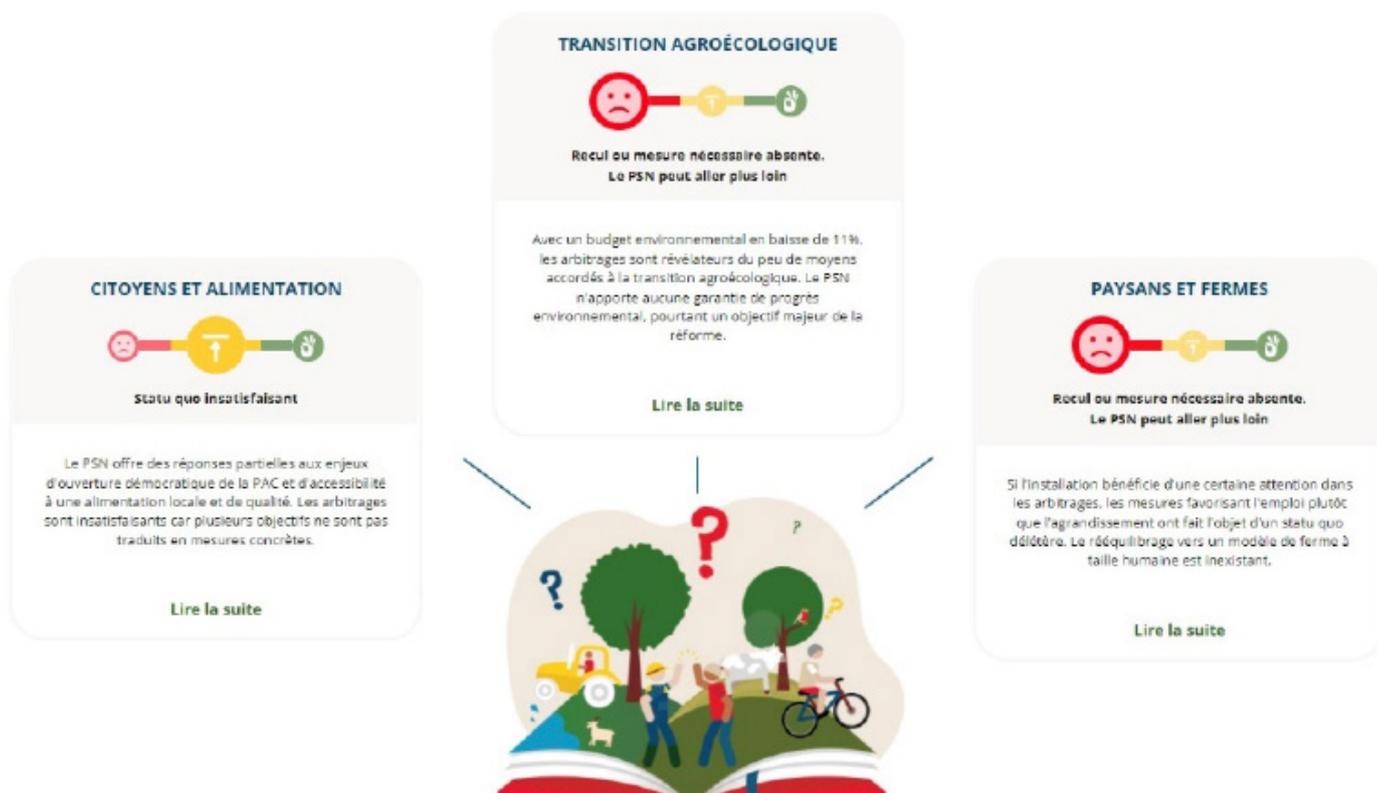
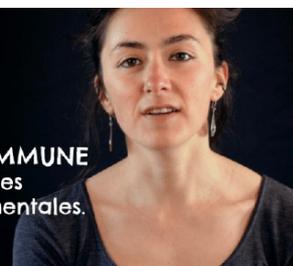
Enquête sur les dérives de la PAC et arbitrages sur le PSN

- 3 vidéos de mise en avant des recommandations scientifiques pour la réforme de la PAC
- Publication d'une enquête, menée par la journaliste d'investigation Caroline Trouillet, intitulée « *La PAC : ses chèques aux mieux dotés, ses œillères sociales et environnementales* », accompagnée d'une vidéo de présentation
- Communiqué de presse de réaction à l'annonce des premiers arbitrages sur le PSN
- Mise ligne du PAComètre, outil d'analyse de ces arbitrages par rapport aux demandes initiales de Pour une autre PAC

ENQUÊTE

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE
Ses chèques aux mieux dotés, ses œillères sociales et environnementales.

Caroline Trouillet, journaliste



mi-juin à début juillet

PHASE 5

#CitoyensEtPaysansAPoil

- Mobilisation en ligne élargissant le public et le message d'une campagne préalablement lancée par la FNAB
- Action-photo d'interpellation du Président de la République
- Partenariat avec une influenceuse sur Instagram

#CitoyensEtPaysansAPoil

Les **RÈGLES** du challenge

notre assiette, notre planète : **MILLIARDS EN PUBLIC** toujours **DE NEUF** dans la **IE AGRICOLE !** est-ce vraiment le projet ?

Pour que le Président considère enfin mon assiette, ma santé, ma planète, **J'INTERPELLE EMMANUEL MACRON** et je nomme **5 de mes proches !**

- **66** D'AIDE ENVIRONNEMENT pour les paysans De quoi mettre #CitoyensEtPay M. Macron, est-ce votre pro



2. La campagne pour la participation à la consultation du public

Mi-novembre et pour une durée d'un mois, les autorités françaises ont ouvert une consultation du public en ligne invitant les citoyens français à partager leur avis sur le projet de PSN.

Elle faisait suite à la parution de l'avis de l'Autorité environnementale sur ce dernier. Cet exercice constituait la dernière opportunité pour les citoyens de faire valoir leur opinion par rapport à la réforme de la PAC envisagée par le gouvernement, dans la mesure où le PSN devait ensuite être soumis à la Commission européenne pour approbation à peine deux semaines après la clôture de cette consultation en ligne. Pour une autre PAC a porté une campagne d'appel à participation à cette consultation, largement relayée par nos organisations membres.

Dans ce cadre, nous avons proposé aux citoyens un outil (mis à notre disposition par Générations Futures) facilitant l'accès à la page officielle de consultation, celle-ci étant peu encline à attirer des personnes non-initiées. Une vidéo d'appel à participation a été partagée sur les réseaux sociaux, insistant sur la nécessité que les citoyens ne laissent pas passer leur place dans cette consultation, au profit de réponses émanant de parties prenantes spécialistes de la PAC. Enfin, une lettre ouverte adressée au Premier Ministre a été co-signée par toutes les organisations membres de Pour une autre PAC et publiée par le journal *La Tribune*. Au global, la campagne de Pour une autre PAC a généré au moins 1500 réponses à la consultation du public, soit environ 50% du nombre total de contributions.



3. Communiqués et retombées presse

En tout sur l'année 2021, Pour une autre PAC a publié 13 communiqués de presse, ayant contribué à générer plus de 150 reprises médiatiques au cours de l'année. Cette donnée est en augmentation constante depuis la relance de Pour une autre PAC en 2017, preuve de l'assise progressive de sa notoriété et de la reconnaissance de plus en plus forte de l'expertise et la représentativité de notre discours. Les deux temps d'actualité qui ont généré le plus de couverture médiatique ont été les deux séries d'annonces des arbitrages du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation sur le PSN.

4. Vulgarisation de la PAC sur notre site internet

Poursuivant sa mission d'informer et d'éduquer le grand public sur la PAC, Pour une autre PAC a régulièrement alimenté son site internet avec des articles de décryptage sur l'élaboration du plan stratégique national de la France (une trentaine sur l'année, sans compter les pages fixes de pédagogie sur la PAC). D'ailleurs, pour rendre la lecture de ces articles plus attractives et instructives, le contenu et l'apparence visuelle de notre site internet ont été améliorés et actualisés à l'été. Parmi les thèmes abordés, on peut citer le suivi des débats sur l'avenir de la PAC ayant eu lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat, l'explication de ce que sont les « éco-régimes », le résumé des recommandations de l'Institut européen pour les politiques environnementales pour le PSN français, le déchiffrement des compétences des Conseils régionaux dans la prochaine PAC, etc.





Menu



Présidentielle Politique International CheckNews Culture Idées et Débats

TRIBUNE

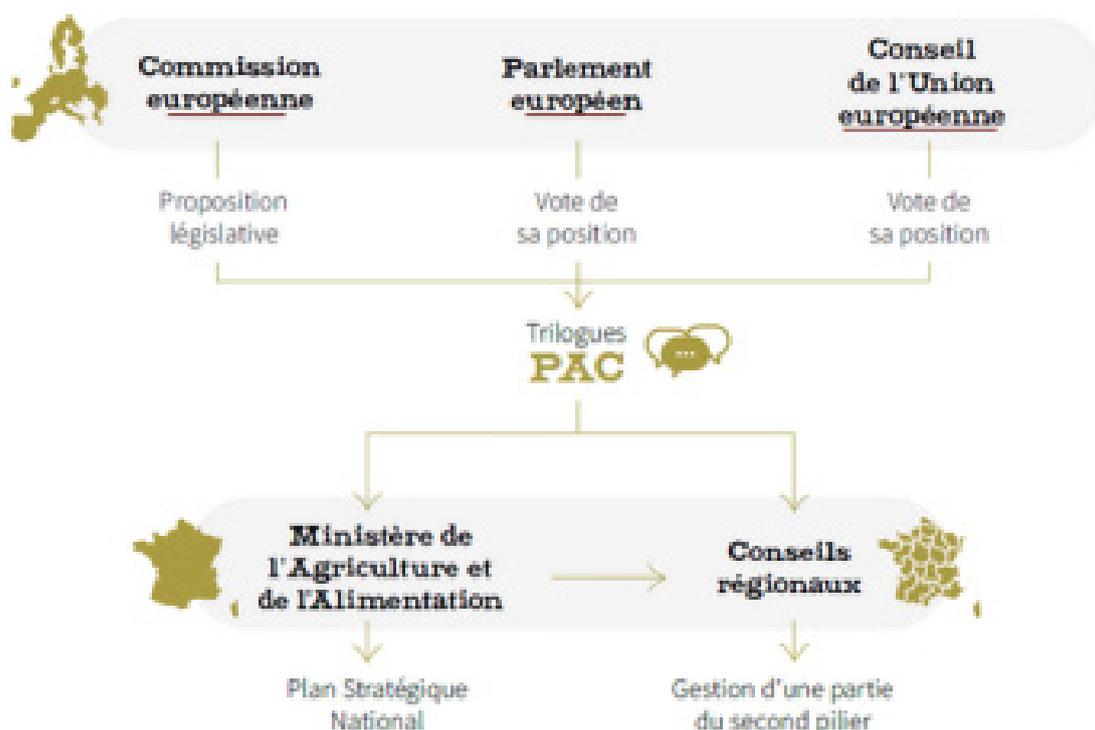
Politique agricole commune : à quand un virage agroécologique ?



Les associations déroulent leurs propositions sans écoute du ministre

22.01.2021 - 08:00 - IL - France

Dossier législatif : PSN: l'épineuse déclinaison française de la prochaine Pac



PUBLICATIONS ET ETUDES

1. Publication : Réforme de la PAC post 2020 : l'ambition perdue ?

En janvier, Pour une autre PAC a publié la version française d'une brochure rédigée par ARC2020, intitulée *Réforme de la PAC post 2020 : l'ambition perdue ?* Cette publication investigate les conséquences du nouveau modèle de mise en œuvre, désignation technique de l'important changement de gouvernance dans la réforme de la PAC, ayant pour conséquence de transférer la responsabilité de la Commission européenne vers les États membres et d'accroître très significativement la subsidiarité offerte à ces derniers.

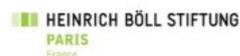
Parmi les grandes questions auxquelles entend répondre cette publication figurent : Le nouveau modèle de mise en œuvre de la PAC est-il apte à répondre à l'urgence climatique et environnementale ? Réformer la PAC par le biais de PSN permettra-t-il de prendre en compte des enjeux souvent négligés comme l'impact sur les agricultures des pays du Sud ou le développement des zones rurales ? L'élaboration des PSN par les États membres se fait-elle de manière inclusive et transparente, en particulier en France ?

Si les réponses à ces questions se sont précisées depuis la parution de la brochure au fur et à mesure de l'avancée des négociations sur la prochaine PAC au niveau européen et au niveau français, elle a constitué, au moment de sa publication, une étude pionnière de la traduction concrète du nouveau modèle de mise en œuvre dans l'établissement des plans stratégiques nationaux et une alerte utile sur le risque d'incompatibilité entre ce système de gouvernance et l'ambition sociale et environnementale visée par la réforme.



Rapport d'un projet sur les plans stratégiques nationaux PAC

Réforme de la PAC post 2020 : l'ambition perdue ?

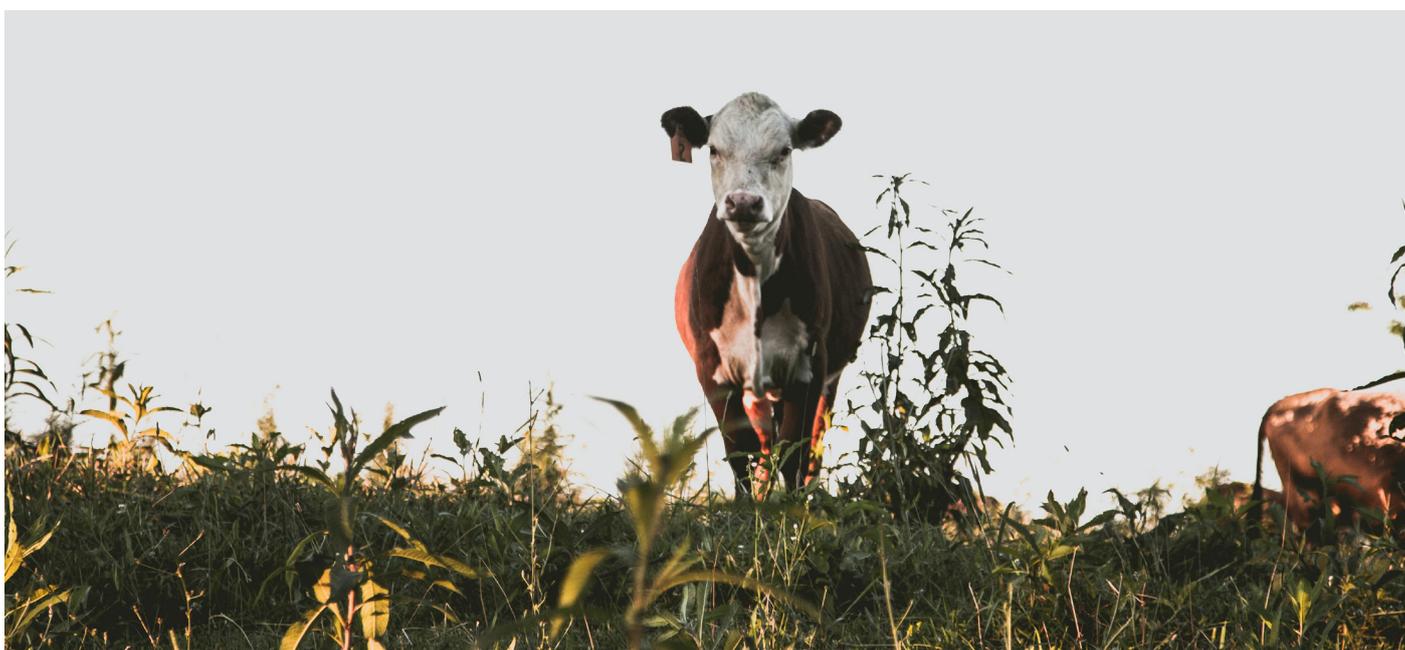


2. Dossier sur les zones intermédiaires face à la PAC

L'arrivée de Julien Denormandie à la fonction de ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation s'est traduite par une mise à l'agenda de l'enjeu des zones intermédiaires. On entend par zones intermédiaires un ensemble de territoires agricoles français, traversant la moitié nord du pays du sud de la Vendée à la Lorraine, en passant par le Centre. L'importance grandissante qu'ont pris ces zones dans les points de vigilance pour la réforme de la PAC s'explique par le fait qu'elles aient subi des événements climatiques répétés, conjugués à des prix bas ces dernières années en grandes cultures, ce qui a eu pour effet de mettre à mal le modèle agricole de ces régions. C'est dans ce contexte que Pour une autre PAC a décidé de se saisir de cet enjeu légitime, d'offrir à ses organisations membres une étude approfondie des caractéristiques de ces territoires et des effets qu'y ont eus les précédentes PAC et enfin, de publier une note de positionnement sur la prise en

compte des besoins des zones intermédiaires dans le futur plan stratégique national.

Au travers de ce travail, Pour une autre PAC est remontée aux causes des difficultés traversées par les zones intermédiaires et a pris en considération l'ensemble des menaces qui pèsent sur ces régions, telles que l'agrandissement des exploitations, la déprise de l'élevage et donc la spécialisation en grandes cultures, la perte de valeur ajoutée, l'effritement du maillage rural, etc. C'est ainsi que la plateforme Pour une autre PAC s'est par exemple exprimée en faveur de l'augmentation du paiement redistributif et de la poursuite de la convergence interne (entre autres), dans la mesure où la mise en place de ces mesures, si elle ne minimise pas la perte d'aides pour une partie des fermes situées en zones intermédiaires, est de nature à endiguer des phénomènes structurels de perte d'attractivité et de rentabilité des zones intermédiaires.



3. Partenariat avec l'EPHA sur l'évaluation de l'impact de potentielles mesures de la prochaine PAC sur les fruits, légumes et légumineuses en France

En avril 2021, deux chercheurs de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, Paolo Properi et Georgios Kleftodimos, ont réalisé une étude pour le compte de la European Public Health Alliance (EPHA), en partenariat avec Pour une autre PAC, portant sur l'impact de deux mesures potentielles de la prochaine PAC sur la production et la consommation de fruits, légumes ou légumineuses à destination de la consommation humaine. Forte de ses enseignements, la plateforme Pour une autre PAC a fait valoir la pertinence des recommandations issues de cette étude auprès des autorités publiques chargées d'élaborer le PSN.

L'étude part des constats de production et consommation de ces denrées en France, comparativement aux recommandations nutritionnelles prévues par le Plan National Nutrition Santé. Or, actuellement en France, les écarts entre la production nationale et celle nécessaire à la couverture des besoins nutritionnels en fruits, légumes et légumineuses sont importants, notamment pour les fruits et les légumineuses : leur production devrait augmenter respectivement de 85% et 75% pour fournir autant de fruits et légumineuses français que ce que les citoyens sont appelés à consommer. La production de légumes devrait quant à elle connaître une hausse de 20% pour répondre à ces recommandations. Côté consommation, son niveau est supérieur aux recommandations nutritionnelles pour les fruits, légèrement inférieur pour les légumes, et très inférieur pour les légumineuses (il faudrait multiplier par presque quatre notre consommation pour se conformer aux recommandations).

Puis les chercheurs ont simulé l'effet de deux mesures potentielles pour la prochaine PAC sur les niveaux de productions et consommation des fruits, légumes et légumineuses :

- La création d'une aide forfaitaire pour les petites fermes, déclinée en quatre variantes en fonction du montant de l'aide allouée (3000 €, 4000 €, 5000 € et 7000 €), pour deux groupes de fermes (moins de 10 ha et moins de 20 ha).
- La création d'une aide couplée destinée aux fruits et légumes ainsi qu'aux légumineuses (pour la consommation humaine), cette fois-ci sans limite de taille et avec quatre variantes de montant à l'hectare (1000 €, 2000 €, 3000 € et 4000 €).

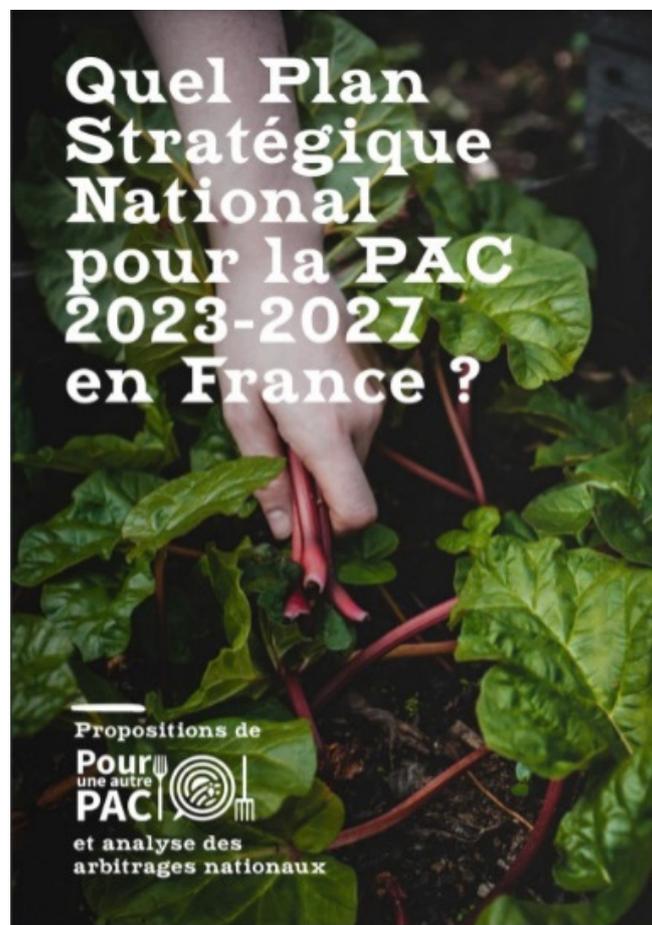
Les résultats ont montré une corrélation positive entre l'augmentation des subventions et la croissance de la production agricole, la plus forte augmentation étant observée avec une aide couplée à hauteur de 4000 euros par hectare, qui fait augmenter de 19% la production de légumes.

Concernant l'impact des mesures sur la consommation, l'effet positif des subventions se confirme mais dans des proportions limitées (entre 3 et 8% selon les scénarios).

4. Publication : Quel Plan Stratégique National en France pour la PAC 2023-2027 ?

Si l'année 2021 a marqué l'aboutissement de quatre années de négociations pour la réforme de la PAC menées en parallèle aux échelles européenne et française, Pour une autre PAC a fait valoir des propositions concrètes et constructives à chaque étape du processus de réforme et à chacun de ces niveaux, et plus particulièrement au niveau national en tant que partie prenante consultée par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour l'élaboration du PSN. Pour une autre PAC les a affinées et ajustées au fur et à mesure des négociations, afin de correspondre aux marges de manœuvre laissées aux États membres par le règlement européen pour la déclinaison nationale de la PAC, mais aussi afin de prendre la forme de contre-propositions opérationnelles face aux idées émanant des services du ministère.

Ce document rassemble ainsi l'ensemble des positions portées par Pour une autre PAC auprès des décideurs politiques durant toute la séquence de consultation sur le Plan Stratégique National, mises en regard avec les arbitrages du gouvernement français sur le contenu du PSN, illustrant ainsi, pour de nombreuses mesures de la PAC, le profond fossé entre nos demandes et les décisions prises.



L'architecture de l'éco-régime arbitrée par le MAA

Mesures du premier pilier

Voie pour les pratiques agroécologiques			Voie pour les certifications	Voie pour les Infrastructures agroécologiques (IAE)
Terres arables	Prairies permanentes	Cultures pérennes		
Diversité de l'assolement (4 points requis)	Non-labour sur 80% des prairies permanentes	Enherbement de 75% de l'inter-rang	Certification environnementale niveau 2+ (obligation de résultats)	Non cumulable 7% d'IAE
Diversité de l'assolement (5 points requis)	Non-labour sur 90% des prairies permanentes	Enherbement de 95% de l'inter-rang	Label AB Label HVE (devenant être révisé d'ici 2023)	
6% de haies sur la ferme				

■ Notre implication au niveau régional



1. Formation de groupes locaux à la réforme de la PAC au niveau régional

Alors que le partage de compétences entre l'État et les Conseils régionaux a évolué entre la PAC actuelle et la PAC 2023-2027, il n'est pas toujours facile pour les organisations de niveau régional de suivre et comprendre l'impact de ces modifications de gouvernance.

C'est pourquoi en mars 2021, Pour une autre PAC a réalisé trois sessions de formation de trois heures chacune, à destination des groupements régionaux de nos organisations membres sur les compétences des Conseils régionaux dans le cadre du PSN, incluant le calendrier politique de préparation de la réforme de la PAC à échelle régionale et les propositions de Pour une autre PAC pour les mesures sur lesquelles les Conseils régionaux ont la main.

Ces formations ont connu un vif succès : ce ne sont

pas moins de 60 personnes qui y ont participé et de nombreuses autres se réfèrent régulièrement à l'enregistrement vidéo et au diaporama sur laquelle a reposé la formation.

À ces sessions de formation s'ajoutent de nombreux points bilatéraux réalisés tout au long de l'année avec des organisations de niveau national, avec d'autres groupements régionaux ou avec des conseillers nouvellement élus (suite aux élections régionales). L'équipe de Pour une autre PAC a également mis en ligne un article pédagogique sur les compétences en matière de PAC des Conseils régionaux et a développé une boîte à outils à destination des groupements régionaux, leur donnant accès à du matériel pour comprendre la PAC et pour faciliter leur prise de contact avec les autorités régionales.



2. Suivi de la concertation des acteurs locaux par les Conseils régionaux

Si Pour une autre PAC n'est pas directement impliquée dans la préparation des mesures encadrant la prochaine PAC au niveau régional, elle assure tout de même un suivi de la concertation des acteurs locaux par les Conseils régionaux, afin d'améliorer la prise en compte de l'avis des organisations paysannes et citoyennes à tous les échelons de prise de décision. A ce titre, Pour une autre PAC est engagée dans un échange d'informations à double sens avec les groupements régionaux de ses organisations membres.

D'un côté, Pour une autre PAC a besoin d'une remontée d'informations sur les réunions de concertation ayant lieu au niveau régional et le détail des types d'acteurs qui y ont été conviés, mais d'un autre côté, Pour une autre PAC rappelle régulièrement aux groupements régionaux le calendrier imposé par le niveau national auquel les Conseils régionaux doivent se soumettre. Cela permet de sensibiliser les groupements régionaux à l'importance de se manifester rapidement à leur Conseil régional s'ils ne l'ont pas déjà fait et de faciliter leur préparation à la survenance prochaine de réunions sur la prochaine PAC.

Pour une autre PAC informe également les groupements régionaux des décisions actées en Comité État-Régions, qui encadrent le champ d'intervention de chaque Conseil régional. Enfin, Pour une autre PAC transmet régulièrement des précisions sur les interventions gérées par les Conseils régionaux obtenues au niveau national de l'association des Régions de France. La mise en place d'un tel flux d'informations entre le niveau national et le niveau régional améliore la compréhension des organisations actives à ces différents niveaux de leurs contraintes politiques et d'agenda respectives.

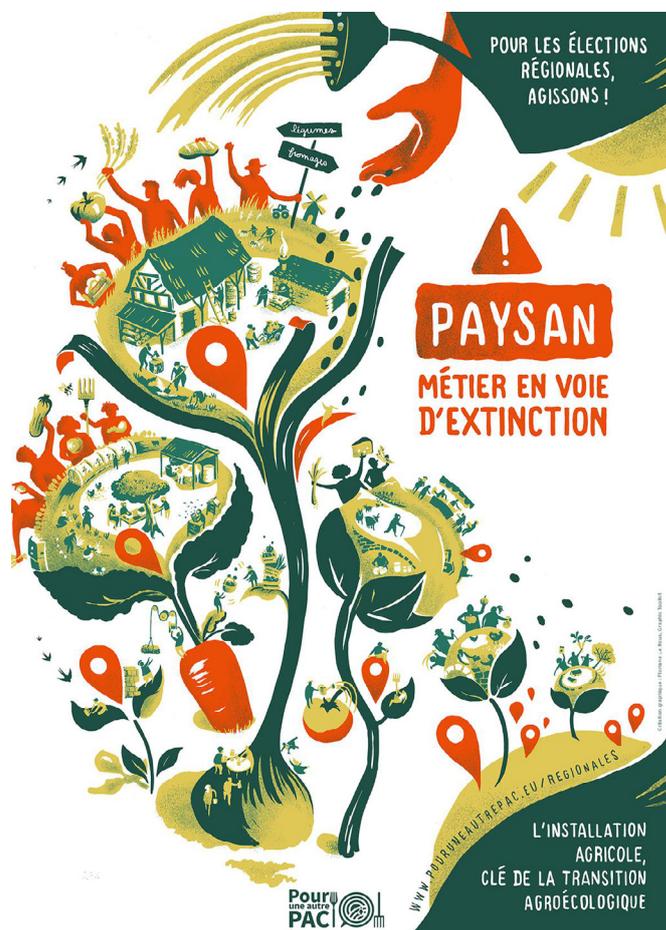
3. Élections régionales : la mise en avant de l'enjeu de l'installation agricole



En juin 2021 se sont tenues des élections régionales, opportunité dont les organisations membres de Pour une autre PAC ont voulu se saisir pour mettre en avant l'enjeu de l'installation paysanne et du renouvellement des générations agricoles. En effet, dans dix ans, près de la moitié des paysans auront atteint l'âge de la retraite, souvent sans trouver de repreneur pour leur ferme. Pour une autre PAC estime que le constat du déclin constant du nombre de paysans est alarmant et symptomatique d'un modèle agricole et alimentaire à bout de souffle et dans l'incapacité de répondre aux multiples défis auxquels il est confronté : valorisation du métier de paysan, durabilité de l'agriculture, souveraineté alimentaire, respect du bien-être animal, dynamisme du tissu rural, cohérence avec le développement des paysans du Sud, ou encore lutte contre les changements climatiques. C'est pourquoi Pour une autre PAC a monté une campagne visant à mettre à l'agenda des élections régionales l'installation agricole, porte d'entrée déterminante vers le système agricole et alimentaire que nous défendons et invitant les futurs conseillers régionaux à une politique d'installation volontariste, sur la base des fonds PAC gérés par les Régions.

Pour cette campagne, Pour une autre PAC a réutilisé un concept qu'elle avait déjà développé pour les élections européennes de 2019, à savoir les tables de débat rassemblant candidats à l'élection, paysans et citoyens du territoire, et les amenant à confronter leurs points de vue sur le sujet de l'installation paysanne. En tout, sept débats auront été organisés en amont des élections régionales (en Auvergne-Rhône Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Île-de-France et Normandie). De plus, six projets de courriers co-signés par différents groupements régionaux ont été coordonnés. Enfin, Pour une autre PAC a fourni le cadre national de cette campagne, via la création d'un univers visuel, d'un site de campagne et la réalisation d'une vidéo de lancement.

Au global, cette campagne aura permis, en interne d'abord, d'accompagner la montée en compétence de plusieurs groupements régionaux de nos organisations membres sur la PAC, ainsi que de renforcer les liens entre échelon régional et échelon national dans notre réseau et, en externe, d'initier un processus de sensibilisation publique à l'installation agricole tout comme de mobiliser les nouveaux élus régionaux sur la préparation du PSN, en particulier sur les mesures utiles au renouvellement générationnel.



AGISSONS POUR L'INSTALLATION AGRICOLE

■ Nos chantiers internes



1. Réflexion sur l'évolution conjointe de Pour une autre PAC et de la Plateforme citoyenne pour la transition agricole et alimentaire

Si depuis plusieurs années, deux plateformes inter-organisation cohabitent en France sur les sujets agricoles et alimentaires, l'année 2021 a été l'occasion de mener un chantier d'évolution de ces deux dernières, dans le but de renforcer la collaboration entre organisations sur ces dossiers ainsi que leur poids dans le débat public. Un consultant, Stéphane Montier, accompagne les deux plateformes dans la définition du chemin d'évolution qu'elles souhaitent emprunter, grâce au financement de la fondation Daniel et Nina Carasso.

Dans ce processus, un groupe de travail composé d'une quinzaine d'organisations membres de l'une et/ou l'autre des deux plateformes préfigure le mandat, les axes stratégiques et la gouvernance d'une nouvelle forme de collaboration inter-organisation sur les dossiers agricoles et alimentaires. Les propositions issues du groupe de travail seront ensuite, au cours de l'année 2022, soumises à consultation puis validation auprès de la totalité des organisations composant les deux plateformes.

Aussi, il est espéré que cette réflexion aboutisse à horizon de septembre 2022 à la mise en service

d'une plateforme inter-organisation plus large, compétente sur d'autres axes que la seule politique agricole commune (tout en continuant à travailler sur cette dernière), dotée de moyens humains et financiers renforcés et apte à peser dans les débats politiques et citoyens autour de l'avenir de notre système agricole et alimentaire.



2. Renforcement de capacités de notre réseau

Nouveauté dans la composition de l'équipe salariée de Pour une autre PAC : un poste en renforcement de capacité a été ouvert en octobre 2021 et ce pour une durée minimale de six mois. La création de ce poste inédit s'explique par une volonté de répondre aux besoins exprimés par les organisations membres et leurs groupes locaux en matière de formations, d'appui à l'organisation d'évènements ou encore de coordination. Plus précisément, ce poste s'articule autour de trois missions principales :

- la réponse aux sollicitations des organisations membres en matière de coordination
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour les organisations de solidarité internationale
- l'animation de discussions sur la PAC pour les groupements régionaux des organisations membres.

Il est à noter que le reste de l'équipe salariée de Pour une autre PAC contribue aussi au renforcement de capacités de nos organisations membres. Par exemple, la chargée de communication de la plateforme a partagé son expérience de construction et déploiement de campagne avec les membres des Rencontres inter-acteurs sur l'installation paysanne animées par SOL.



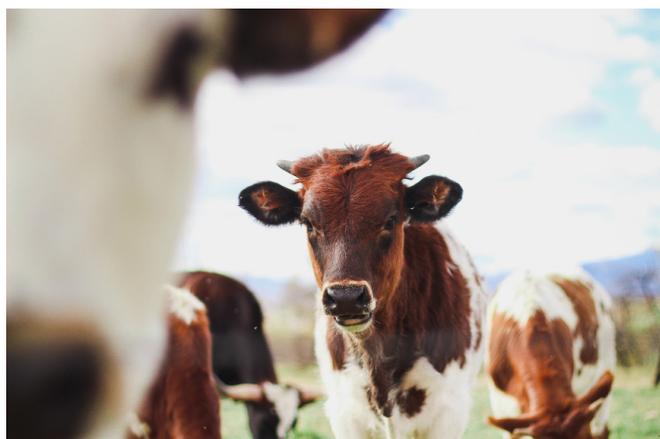
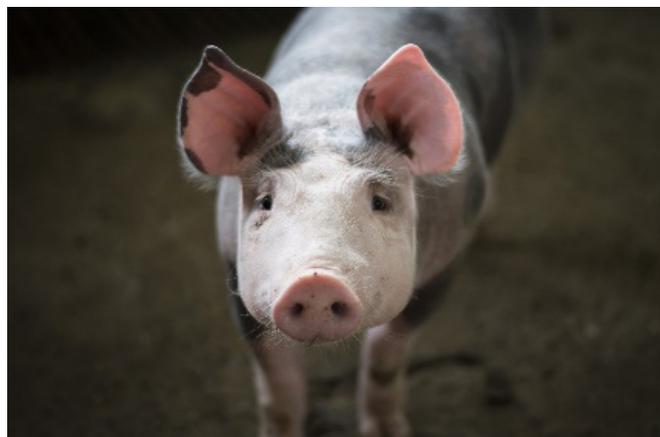
Atelier 6 : Ensemble pour une autre PAC



Treize participant-e-s ont échangé leurs connaissances sur les impacts de la PAC sur notre vie quotidienne : le climat, la santé publique, la biodiversité, la qualité des eaux, le revenus des paysans, le nombre d'emplois ruraux, le nombre de fermes, le bien-être animal, le foncier agricole, la solidarité nord-sud.

3. Lancement d'un groupe de travail sur l'élevage

Fin 2021, un groupe de travail sur l'élevage a été lancé. Le besoin d'un tel groupe de travail avait été identifié dès 2020 mais les ressources salariées de la plateforme, comme du côté de celles des organisations membres, avaient jusqu'alors été accaparées par le suivi de la réforme de la PAC. Le but de ce projet est de faciliter le dialogue interne entre une vingtaine d'organisations (paysannes, climatiques, de biodiversité, de consommateurs, de bien-être animal et de solidarité internationale) sur les différents enjeux liés à l'élevage de ruminants et de monogastriques. Les échanges ont été organisés autour de trois grands thèmes : lien humain-animal et bien-être animal ; production et consommation ; conditions socio-économiques pour le monde agricole.



■ Notre plateforme inter-organisation



45 organisations membres, de niveau national, réparties en quatre collèges :

- Organisations paysannes
- Organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal
- Organisations de solidarité internationale
- Organisations de citoyens-consommateurs



145 personnes issues de nos organisations membres impliquées dans le suivi de nos activités

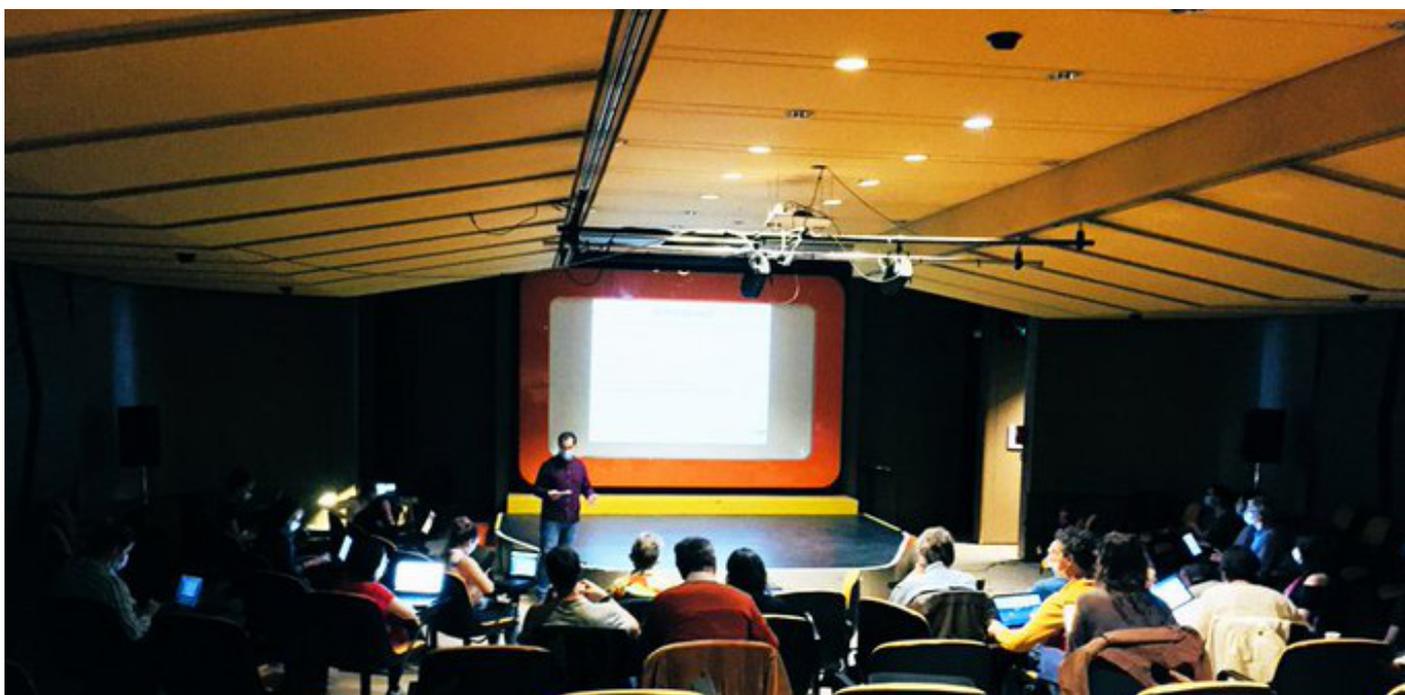
Près de **4000** heures de bénévolat offertes par nos organisations membres

3 AG et **8** réunions de notre Conseil d'administration (appelé comité de pilotage) en 2021

5 salariées à temps plein

7 groupes de travail actifs en 2021 ayant représenté **51** réunions

17244 abonnés sur Facebook



■ Nos finances



Ils nous ont financé en 2021 (par ordre décroissant) :

- Fondation Daniel et Nina Carasso
- European Climate Foundation
- Fondation de France
- WWF France
- Fondation Léa Nature
- Fondation Lemarchand
- Fondation Charles Léopold Meyer pour le Progrès de l'Homme
- Fondation Ecotone
- Heinrich Böll Stiftung
- Biocoop
- Fondation Ekibio
- Patagonia



Notre budget 2021

- Total des produits : 475 025 €, soit + 39% par rapport à 2020
- Total des charges : 473 052 €, soit + 25% par rapport à 2020
- Total du bilan : 158 833 €, soit + 23% par rapport à 2020
- Valorisation des contributions volontaires en nature : 77 769 €, soit - 7% par rapport à 2020





Pour une autre PAC

47 avenue Pasteur
93100 Montreuil

www.pouruneautrepac.eu

[Facebook](#)

[Twitter](#)

[Youtube](#)

[Instagram](#)